

# L'investissement public : malgré les difficultés, une priorité

## Déclaration du groupe de l'agriculture

Dans cet avis, il est utilement rappelé que l'investissement public est un élément déterminant de la dynamique économique et sociale de notre pays. Sur cette base, essentielle à rappeler, le texte décline une méthode qu'approuve le groupe de l'agriculture.

Le texte insiste particulièrement sur la cohérence de la politique d'investissement sur l'ensemble du territoire ; c'est un objectif déterminant mais qui n'est pas toujours facile à atteindre tant les besoins et les priorités des régions peuvent être différents.

Le groupe partage également la volonté déclarée de trouver de nouveaux financements. Le retrait du plus important intervenant bancaire - Dexia pour ne pas le nommer - pose la question de sa substitution auprès des collectivités. Les contraintes actuelles, plus particulièrement en termes de liquidités, et les contraintes réglementaires à venir, freinent la prise en charge des financements par d'autres établissements. Il faut donc mettre en place des dispositifs nouveaux, dont fait état l'avis. Toutefois, cette question centrale du financement reste déterminée par deux enjeux majeurs : la maîtrise du risque, dont les fonds souverains nous ont montré l'importance, et l'orientation de la collecte bancaire.

Les ressorts d'une nouvelle mobilisation doivent être réfléchis avec les acteurs eux-mêmes. D'ailleurs, dans l'ensemble, il est important que les acteurs concernés par l'investissement public puissent livrer leur point de vue et proposer des pistes de solution.

Le soutien à la vitalité économique des territoires passe par l'installation et le maintien d'entreprises de services et artisanales et de commerces de proximité ainsi que par les aménagements indispensables à la mobilité. C'est à ces conditions que les entreprises, et en particulier les exploitations agricoles et les entreprises agro-alimentaires, pérennisent leur activité.

Il serait opportun que le rapport annuel sur l'état de la France puisse revenir sur les investissements indispensables à notre économie. Cela permettrait à notre institution de continuer utilement le travail engagé par l'avis soumis aujourd'hui. La difficulté de la matière dont nous traitons reste la détermination des priorités d'investissements. Le rapport annuel, par un constat complet, permettrait de commencer à prospector certaines pistes.

Le groupe de l'agriculture s'est prononcé en faveur de l'avis.